

COOPÉRATION AVEC L'IUE

CFP ET POLITIQUES EUROPÉENNES 2021-2027

L'Union en route vers 2030.

À l'Institut universitaire européen de Florence, le Centre de recherche Robert Schuman (RSCAS) a une nouvelle fois prouvé qu'il était capable d'être véritablement en lien avec la réalité politique, tout en offrant des pistes de réflexion intéressantes sur des thèmes concrets qui figurent tous en bonne place de l'ordre du jour des institutions européennes.

En invitant les participants, les coordinateurs scientifiques (Brigid Laffan, directrice du RSCAS et le professeur Alfredo De Feo) sont parvenus à un équilibre parfait entre universitaires et fonctionnaires européens. Ont notamment participé un ancien ministre des finances, ainsi que des représentants de la Banque centrale européenne et de la Banque européenne d'investissement. Témoignant d'une attention toute particulière à l'AAD, le RSCAS a invité cinq anciens députés à participer aux débats: Monica Baldi, Reimer Böge, Elmar Brok, Ivailo Kalfin et Alain Lamassoure.

Il est important de souligner que cet atelier a été organisé au moment opportun, en cette période cruciale pour l'avenir du projet européen. La nouvelle Commission et le nouveau Parlement viennent de prendre leurs fonctions, et il faut rappeler que l'établissement des priorités financières et politiques pour l'après-2020 constitue l'un des principaux défis auxquels les institutions européennes et les gouvernements des États membres devront faire face.

Le cadre financier pluriannuel n'est pas un simple document financier,



Un moment du séminaire ©IUE

mais une sorte de grand réceptacle qui regroupe plusieurs politiques européennes ayant une incidence financière. La Commission sortante a laissé un certain nombre de propositions législatives en héritage pour l'après-2021. Au fil des débats, certains ont défendu l'idée qu'il aurait été possible de présenter des propositions législatives plus ambitieuses, tandis que d'autres ont soutenu l'approche plus progressive adoptée par la Commission. Les décisions seront prises conjointement par le Conseil et par le nouveau Parlement européen, sachant que la Commission von der Leyen jouera le rôle d'intermédiaire de confiance, tout en cherchant à défendre son programme politique. La dernière étape des négociations sur le cadre financier pluriannuel représente une occasion unique pour la Commission d'apposer sa marque sur les cinq années de son mandat à venir.

Après deux jours de débats intenses, des propositions ont été formulées pour renforcer le processus d'intégration sans augmenter nécessairement la charge pesant sur les finances publiques, en renforçant les instruments financiers

et en développant les partenariats public-privé.

Avant la tenue de la table ronde finale, qui a permis de dégager un certain nombre d'enseignements et de perspectives, plusieurs sujets avaient fait l'objet de discussions: le choix d'une approche ambitieuse ou plus progressive; les migrations, les questions de sécurité et de défense, la politique de voisinage; la cohésion, les valeurs et les ressources naturelles; les ressources financières et l'Union économique et monétaire; l'innovation et les investissements. Les organisateurs ont annoncé la publication d'actes qui résumeront les débats ayant eu lieu durant le séminaire.

Je suis convaincue que cette initiative avisée peut nourrir la réflexion sur les défis auxquels nous allons devoir faire face. C'est également une source d'inspiration pour tous ceux qui s'intéressent au renouvellement des politiques européennes en tant que moyen de relancer le projet européen.

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it